



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire

Page 3 :
DJIBOUTI : VERS UNE INDEPENDANCE FORMELLE .

Page 4 :
KAOLACK : BRUTALITE POLITIERE : BAVURE OU PRATIQUE REGULIERE ?

Page 5 : S
SOMMET ARABO-AFRICAIN :
QUAND UN DICTATEUR RENCONTRE
D'AUTRES DICTATEURS ...

Page 6 :
U S A :
ON SE TUE AU NOM DU CORAN

Page 8 : RHODESIE :
QUAND NKOMO SE TOURNE VERS
MOSCOU

Page 9 :
ELECTIONS MUNICIPALES : DES
ILLUSIONS POUR LE CHANGEMENT

Page 10 :
MADAGASCAR : MONJA JAONA ,
NATIONALISME TOUS AZIMUTS.

prix: 1 Franc

N° 48 - 14 mars 1977

les exhortations de SENGHOR

Le Comité Central du Parti Socialiste Sénégalais (PSS) a tenu à Dakar, le 1^{er} mars, une réunion au cours de laquelle Senghor a invité les travailleurs membres de son parti et les responsables, à redoubler d'ardeur au travail dans les entreprises, dans les usines et sur les chantiers. .../...

Que Senghor tienne un tel langage, rien de plus logique évidemment. Comme tous les dirigeants bourgeois, il met en avant "l'intérêt national", la "nécessité pour tous d'~~œuvrer~~ pour le développement de l'économie nationale", afin de demander d'avantage de sacrifices aux travailleurs. Car bien entendu, dans cette affaire, les sacrifices et le surcroît de travail qu'il voudrait obtenir, échoient aux travailleurs, alors que les avantages que cela rapporte iront aux privilégiés sénégalais dans une certaine mesure et, bien plus encore, aux groupes impérialistes qui dominent l'économie sénégalaise.

L'objectif visé est donc parfaitement logique, par contre l'efficacité de l'appel au PSS est infiniment plus douteux.

Senghor voudrait bien que le PSS soit un instrument capable d'encadrer, de canaliser la population travailleuse, ouvrière comme paysanne d'ailleurs. Il voudrait bien qu'il soit capable de soulever des enthousiasmes ou du moins, qu'il soit capable d'influencer réellement la population travailleuse ; qu'il soit capable de lui faire croire que le progrès de l'économie nationale est de l'intérêt de tous. En somme, Senghor voudrait bien que le PSS soit un instrument du même type que peuvent l'être le PAIGC pour la Guinée Bissau, ou dans une certaine le PRELIMO pour le Mozambique. D'autant que les régimes qui dirigent les Etats nationaux bourgeois du Sénégal ou du Mozambique et de la Guinée Bissau, ont finalement des objectifs analogues.

Seulement voilà, même si un PAIGC ou un FEELIMO sont des partis nationalistes bourgeois, même si, maintenant que l'indépendance nationale de la Guinée ou du Mozambique est conquise leur objectif est seulement le renforcement de l'Etat national et le développement de l'économie nationale et non pas l'émancipation des exploités. Ces deux partis avaient conquis une certaine audience auprès de la population travailleuse pour avoir mené la guerre contre l'occupant colonial. Et ces deux partis disposent de cadres qui sont prêts à militer pour le renforcement de l'Etat national de façon relativement désintéressée.

Ce n'est certes pas le cas pour le PSS. On n'y vient pas par conviction mais par intérêt. Le quotidien pro-gouvernemental "Le Soleil" lui-même souligne -pour s'en plaindre- le nombre d'intellectuels qui viennent au parti par carriérisme politique, ou plus simplement pour des intérêts personnels divers (boursés d'études, facilités d'emploi etc). Et lorsque le PSS veut recruter quelqu'un qui a de l'audience parmi les travailleurs, il se livre à la corruption. (C'est ainsi que Senghor gagna en 1968 le leader syndicaliste Doudou N'Gom)

Alors, Senghor a le parti qu'il mérite. Un parti qui a d'autant moins d'influence -autre que celle que l'on exerce par la pression et la corruption- sur la population travailleuse, qu'il n'en a même pas sur ses propres cadres. Ne peut pas mener une politique nationaliste radicale qui veut.

Mais tout cela c'est le problème de Senghor, et, au delà, de l'ensemble des nationalistes, notamment de ceux qui s'opposent à Senghor précisément parce qu'ils déplorent l'incapacité de Senghor à mener une politique nationaliste plus radicale, plus conséquente, plus à même d'affirmer les intérêts de l'Etat national face à l'impérialisme, mais aussi face à la population laborieuse.

Le problème de la classe ouvrière est tout autre. Il est d'affirmer, face à tous les tenants de "l'intérêt national", les intérêts de la classe du prolétariat. Et pour cela, à se donner un parti de classe. Un parti de classe qui ne se fixerait pas comme objectif le renforcement politique et économique de l'Etat national sénégalais, mais la prise du pouvoir par la classe ouvrière au Sénégal et la victoire de la révolution socialiste en Afrique comme partout dans le monde.

Vers une DJIBOUTI : indépendance formelle

Djibouti, l'une des dernières colonies françaises, s'achemine vers l'indépendance. Des négociations se sont déroulées à Paris entre la plupart des organisations nationalistes de Djibouti et les autorités coloniales françaises. L'objet de ces négociations, c'est les conditions de l'accession à l'indépendance de Djibouti.

Pour que la France accepte maintenant de partir de Djibouti, il a fallu que la population se revolte périodiquement contre un pouvoir colonial odieux. La France, pour mieux régner, a créé des divisions entre les ethnies : les afars contre les issas. La présence de la police française, l'armée de parachutistes est permanente dans les quartiers. La ville de Djibouti même est entourée de barbellés et de mines explosives. Et pour pénétrer dans la ville à travers des postes gardés par l'armée française, seuls ceux qui ont des papiers en règles le peuvent. Ces conditions d'existence ne peuvent que pousser à la révolte la population de ce pays.

Parmi les organisations nationalistes qui canalisait la révolte contre le pouvoir colonial, deux paraissent radicales par leur langage : le LPAI et le FLCS (la ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance et le Front de Libération de la Côte des Somalis).

Ce radicalisme n'a duré qu'un temps, juste assez pour gagner de l'influence dans la masse de la population qui aspire à l'indépendance, pour être reconnus comme interlocuteurs devant l'impérialisme français.

Ces organisations ont composé avec les dissidents de l'UNI (Union Nationale pour l'Indépendance). L'UNI est en réalité l'organisation créée à la dernière minute par Ali Aref, l'homme de main du colonialisme français. Celui-là est tellement compromis avec le pouvoir colonial qu'il a perdu certains de ses lieutenants, et une partie de ses troupes.

Ces organisations acceptent le maintien d'une coopération économique et militaire avec la France. Cela veut dire en clair que les bases militaires françaises seront toujours là. La France pourra maintenir son influence politique et économique dans l'avenir de Djibouti. En d'autres termes, par l'intermédiaire des dirigeants du LPAI comme d'autres, l'impérialisme a réussi à mettre en place le même système que celui dont nous faisons l'amère expérience depuis seize ans, du Sénégal à la Côte d'Ivoire en passant par le Mali.

Bien sûr les ambitions de la France impérialiste sont satisfaites. Elle maintient sa présence dans cette région de l'Afrique. Mais Djibouti est doré et déjà une pomme de discorde entre la Somalie et l'Ethiopie. Elle permettra à l'impérialisme non seulement de rester présent pour surveiller l'évolution des régimes de l'Ethiopie et de la Somalie, mais encore de pouvoir les dresser l'une contre l'autre.

Alors, les travailleurs et les petites gens de Djibouti auront bientôt la joie de ne plus subir d'humiliation de la présence coloniale directe. Mais ils auront en même temps l'amertume de voir que leur sort n'aura pas fondamentalement changé, et que l'acquisition d'un hymne et d'un drapeau national ne signifie même pas la fin de la dépendance à l'égard de l'impérialisme français. Simplement des hommes politiques afars ou issas, remplaceront l'actuel gouverneur français. Mais même dans ce domaine, ils ont déjà fait l'expérience, avec Ali Aref, que le changement de nationalité ou de la couleur de la peau des dirigeants politiques ne met pas fin à l'oppression.

Avec Djibouti disparaît une des dernières survivances de la domination coloniale barbare. Tant mieux. Au moins, les travailleurs peuvent voir plus clairement que la lutte anti-coloniale ne suffit pas en elle-même pour les libérer. Il est temps d'engager maintenant, à Djibouti comme dans le reste de l'Afrique, l'action pour construire des organisations prolétariennes, qui luttent pour l'émancipation sociale, pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, pour la transformation socialiste de la société, en Afrique comme partout dans le monde.

KAOLACK

brutalité policière : BAVURE OU PRATIQUE
REGULIERE ?

A Kaolack, la police de Senghor s'est, une fois de plus, livrée à la brutalité contre les pauvres gens. Le premier mars, lors d'un match de foot-ball, la police a lancé des grenades lacrymogènes dans les tribunes, faisant plusieurs blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants. Une victime serait-même morte. La police avait par la suite invoqué des jets de pierres contre elle, ce qui aurait motivé son intervention. Explication qui n'a même pas satisfait les journalistes présents, pourtant très pro-gouvernementaux, qui ont protesté contre les méthodes policières, en affirmant que la police a cédé à la panique.

La plupart des sénégalais savent d'expérience que ce genre de brutalité n'est pas une "bavure", mais elle constitue la pratique quotidienne de la police. Dans les grandes villes et à plus forte raison dans les villages, la police fait la pluie et le beau temps et les policiers peuvent faire impunément n'importe quoi.

Les seuls qui étaient vraiment étonnés dans cette affaire, étaient les personnalités et les journalistes présents dans les tribunes.

Il est vrai que les grenades lacrymogènes avaient la mauvaise grâce de ne pas faire le détail. Elles ont incommodé même des gens qui n'ont pas l'occasion d'être victimes des pratiques policières. D'où leur indignation et leur surprise. D'où aussi cette réflexion du journaliste du "Soleil" : pourquoi donc les policiers n'avaient pas "recours, tout simplement, à leurs ceinturons ; ils font aussi mal et sont aussi persuasifs" ? Sans parler que, le policier maniant le ceinturon, aurait pu plus facilement distinguer le journaliste du "Soleil" du spectateur moyen contre lequel tous les coups sont permis...

USA :

On se tue au nom du Coran

Au moment même où plusieurs milliers de fidèles -Talibés- venaient de célébrer à Tivaouane au Sénégal l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet, aux Etats Unis se déroulaient au nom de la religion une scène dramatique.

Une dizaine de noirs américains, membres de la secte religieuse des Hanafi, se réclamant de l'orthodoxie islamique ont pris en otage 134 personnes, le 11 mars à Washington. Ils réclamaient l'interdiction d'un film sur le prophète Mahomet qui passait dans les salles de New-York comme étant non conforme au Coran. Ils demandaient en plus que les autorités leur remettent 7 personnes détenues pour avoir massacré en janvier 1973, 7 membres de leur secte.

Ces deux événements se déroulent à des milliers de kilomètres de distance. Le premier, dans un des pays d'Afrique où, du fait de l'insuffisance du développement économique, technique, du fait de la pauvreté, du fait de la survivance des structures sociales anachroniques, le poids des traditions, est resté très fort. Le deuxième, dans le pays impérialiste le plus développé du monde, qui a atteint un haut niveau de technicité, où tout le monde sait lire et écrire. Et pourtant, même dans ce pays, des gens se tuent pour des raisons religieuses.

Tout comme en Afrique où il arrive -par exemple au Sénégal- que la pratique, lors d'une prière de compter onze nœuds de chapelet pour certains religieux et douze pour d'autres, engendre parfois des querelles qui peuvent tourner au drame.

Ici-même dans les foyers, la plupart des travailleurs prient Allah tous les jours. Ils pensent généralement que s'ils sont pauvres et obligés de quitter leur pays, c'est parce que Allah l'aurait voulu, avec l'espoir de vivre une autre vie meilleurs après la mort. De même si Senghor ou Moussa Traoré sont présidents, c'est également la volonté de Allah.

Dans les pays développés comme dans les pays pauvres, les préjugés religieux survivent. Et ils survivent en particulier parmi les plus pauvres, les plus exploités, les plus opprimés de la population. Aux raisons générales et sociales s'ajoute le fait que bien des opprimés cherchent une consolation dans la religion, ou en tout cas une explication à leur sort.

Les travailleurs ne doivent pas être naïfs. Car si Moussa Traoré et Senghor sont au pouvoir, c'est parce qu'ils s'appuient sur des forces bien réelles qui sont l'armée et la police. Et si les travailleurs et les paysans pauvres veulent les balayer, ce n'est pas par des prières mais en s'organisant pour lutter contre ces forces de répression.

Et les travailleurs ne peuvent être efficaces dans leurs luttes que s'ils comprennent clairement les ressorts de la société, s'ils voient clairement les raisons de tout ce qui va mal, en un mot s'ils sont conscients et lucides.

Les préjugés religieux nous tirent en arrière, ils sont les produits d'une société où règne l'exploitation, l'oppression de l'homme par l'homme, l'ignorance et le désespoir.

LE SOMMET ARABO- AFRICAIN AU CAIRE

QUAND UN DICTATEUR RENCONTRE D'AUTRES DICTATEURS ...

Les 7, 8, et 9 mars, les représentants des pays africains et arabes se sont réunis au Caire en Egypte.

Les gouvernements des pays arabes donneront 1,5 milliards de dollars, soit environ 7,5 milliards de FF, aux Etats africains, petit à petit en 5 ans.

Cet argent sera versé dans diverses banques-exemple : Banque Arabe pour le Développement de l'Afrique (BADEA) - théoriquement pour aider à la construction de routes à travers le sahara et d'Est en Ouest de l'Afrique, et pour faire des recherches sur les ressources du sous-sol. Le mouvement de Libération de Djibouti, le Front Patriotique du Zimbabwe et d'autres mouvements nationalistes ont aussi touché quelques miettes : 40 millions de FF, c'est à dire un peu plus de 0,5% .

On a beaucoup parlé d'aide des pays pétroliers au développement de l'Afrique. C'est ridicule. Comme si la somme pouvait développer quoi que ce soit, à supposer même qu'elle soit utilisée pour créer des infrastructures économiques. Rappelons simplement qu'un petit barrage comme celui de Sélingué au Mali, avec ses installations électriques, revient déjà à 1/2 milliard de FF.

Le développement de l'Afrique n'est pas le soucis de ces messieurs. Le but est bien plus immédiat. Les sommes accordées sont destinées à consolider les dictatures africaines. Le développement économique n'y est pour rien. Les donateurs se soucient fort peu de savoir si les bénéficiaires utiliseront l'argent pour construire des routes ... ou pour acheter des armes afin de mieux écraser toute opposition chez eux. A moins que l'argent ne disparaisse sans laisser de traces, dans les dépenses somptuaires des Bokassa ou autres Mobutu et de leurs hauts fonctionnaires.

C'est l'Arabie Saoudite et le Koweït qui ont tenu les cordons de la bourse. Mais ils ne sont même pas les principaux commanditaires. Derrière eux, et aussi au-dessus d'eux il y a l'impérialisme américain. Par roi Khaled ou émirs interposés, ce sont les USA qui utilisent l'argent du pétrole à des fins politiques qui les arrangent. Ce sont eux qui dictent les conditions politiques de l'aide matérielle. Voilà le fond politique de l'affaire. Il se greffe dessus tout un cirque. Sadate par exemple essaie de profiter de l'occasion pour redorer son blason en jouant les intermédiaires. Et puis il y a les coups de chapeau des dictateurs africains envers la "solidarité afro-arabe".

Ces derniers sont, de toute manière, capable de faire n'importe quoi pour recevoir une aide quelconque.

En fait il y a eu une solidarité, mais pas une solidarité entre arabes et africains. C'est plutôt une solidarité entre dictateurs arabes et dictateurs africains. Des pourritures comme Sadate (Egypte) et Assad (Syrie) aident des pourritures comme Traoré, Senghor, Ahidjo et Amin Dada ! Et les grands discours hypocrites ne peuvent pas faire oublier cette triste réalité.

La véritable solidarité entre les opprimés africains et les opprimés arabes, ne sera possible que dans le combat contre ces dictatures.

Ces préjugés profitent aux exploités. Parfois directement, comme ils profitent par exemple à tous les marabouts, à toutes les Eglises, à tous les dirigeants de sectes qui vivent du travail des autres. En général indirectement, car les religions prêchent la soumission, la résignation, le respect de l'ordre établi. Et même lorsque, parfois, les opprimés luttent au nom de la religion, et lorsque par le canal religieux c'est leur révolte contre l'oppression qui s'exprime, les préjugés religieux rendent plus obscure la voie à suivre et détournent les exploités du véritable combat, du combat de classe. Comme cela s'est produit en Irlande ou au Liban.

Alors, pour se libérer, les travailleurs doivent regarder en avant et pas en arrière, suivre la voie du savoir et de la conscience de classe, mais pas l'impasse de la religion.

La victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, sur le capitalisme, sera la condition d'une société libre, égalitaire et fraternelle où les hommes seront vraiment maîtres de leur destin, où ils n'auront pas besoin de consolation ni de faux espoirs.

La religion disparaîtra petit à petit, non pas par la contrainte - la classe ouvrière au pouvoir n'interdira aucune croyance - mais parce que les hommes auront compris eux-mêmes qu'ils n'ont pas besoin de la religion. Cette société, ce sera la société communiste./.

RHODESIE : QUAND NKOMO SE TOURNE VERS MOSCOU

Le mois écoulé a été marqué par deux événements, dont aucun n'a une importance décisive pour le futur, mais qui sont significatifs de ce qui se passe à présent en Rhodésie.

Le premier est la scission intervenue dans le parti de Ian Smith à la suite d'une tentative limitée de réforme proposée par le premier ministre, au parlement de Salisbury. Cette réforme visait à lever l'interdiction faite aux africains d'acheter des terres dans les zones réservées aux blancs. La moitié de la superficie du pays est en effet réservée à une population européenne de 280 000 personnes, l'autre moitié constituant des terres tribales pour les 6 millions d'africains. Cette réforme lève une interdiction sans pour autant donner bien évidemment aux africains les moyens d'acheter des terres. Mais même cette réforme timide et étriquée - et il fallait qu'elle le soit pour que le raciste Ian Smith en prenne l'initiative - a été considérée comme inadmissible par une partie des députés du propre parti de Smith, et par un de ses ministres.

Petit fait parmi toutes les infâmies perpétrées par le régime ségrégationniste. Mais il est significatif de l'immobilisme de ce système qui ne pourrait, qui ne saurait pas même s'assouplir sans qu'il y soit contraint par la violence.

Démonstration donc que ceux qui luttent pour la fin du régime ségrégationniste n'ont rien à attendre d'une évolution interne de ce régime. Il ne disparaîtra que s'il est détruit.

Le deuxième fait significatif a été le voyage de Nkomo à Moscou. Comme tous les dirigeants bourgeois, Nkomo s'adonne à la diplomatie secrète. On ne sait pas quel était l'objectif de son voyage. Peut-être ce dirigeant dont l'anti-communisme est notoire et qui passait, il y a quelques mois encore, pour le nationaliste le plus modéré, même dans son nationalisme, est-il allé à Moscou pour y chercher réellement une alliance et des armes. Dans sa rivalité contre les autres leaders, comme Mozorewa; pour la suprématie du mouvement nationaliste, Nkomo avait en effet sérieusement durci ses positions, au moins sur le plan verbal. Lui qui avait été naguère partisan du compromis avec le régime ségrégationniste - il était un des rares parlementaires noirs - essaie aujourd'hui de se donner des allures radicales. Lui qui prenait fait et cause pour le monde occidental, donne maintenant dans le neutralisme, le tiers-mondisme. Les tergiversations de l'impérialisme américain pour abandonner le régime ségrégationniste, ont-ils sérieusement poussé Nkomo à se tourner vers l'Union soviétique ? Ce n'est pas impossible.

Mais il est plus vraisemblable encore que le geste de se rendre à Moscou soit pour l'essentiel un geste de chantage à l'égard des américains et des anglais, pour leur dire qu'ils ont intérêt à se dépêcher pour hâter la passation du pouvoir à un régime nationaliste africain, s'ils ne veulent pas voir les soviétiques acquérir une influence dans la région.

L'objectif principal pour Nkomo comme pour ses semblables, demeure d'être reconnu comme interlocuteur valable, comme le futur dirigeant de l'Etat, lors des négociations pour la liquidation du régime ségrégationniste.

La radicalisation de son langage, comme ses œillades vers Moscou, visent à hâter l'évolution qui doit faire de lui le Senghor ou le Houphouët Boigny d'une Rhodésie débarrassée du régime ségrégationniste. L'évolution de son attitude ne doit pas tromper: au-delà de la variation de ses attitudes politiques, lui comme Mozorewa, comme Mugabe, représentent les mêmes intérêts. Ils ne combattent pas pour libérer les exploités de l'exploitation, et s'ils mènent certes une politique de classe, leur classe est cette bourgeoisie africaine faible, exangue, qui canalise la haine des masses exploitées contre le colonialisme ou le ségrégationnisme, pour imposer sa petite place au soleil face à l'impérialisme.

MADAGASCAR :

MONJA JAONA: NATIONALISME TOUS AZIMUTS

Il y a quelques mois, Manandafy, secrétaire général du MFM (mouvement d'extrême gauche lui-même issu du MONIMA) reprochait à Monja Joana d'avoir trahi la cause qu'il défendait dans le passé.

Après la tenue du 8^{ème} congrès de son parti, Monja Jaona s'est adressé à la population dans un meeting du 8 janvier 1977 à Mahamasina-Antananarivo. Il se plaint que les autorités aient fait courir des bruits selon lesquels le MONIMA préparerait une insurrection : " Mais chose curieuse, affirme-t-il, les autorités ne m'ont même pas convoqué pour me demander, comme elles l'ont fait à Morondava, s'il était vrai que le MONIMA allait se révolter, alors que moi-même, président national du MONIMA, j'étais sur place !"

Et de poursuivre que ces faux bruits ont pour objectifs de "séparer complètement le MONIMA et le gouvernement..."

Pour faire un pas vers le "socialisme" : "le congrès du MONIMA a exigé une épuration depuis le niveau des chefs de canton jusqu'à celui du conseil suprême, un renouvellement du gouvernement, l'élimination des éléments du PSD (Parti Social Démocrate) et de tous des ennemis du peuple." Et "puisque la tâche de défendre la révolution et la mobilisation des forces pour construire le socialisme revient au Front, il faut sans attendre, le mettre tout de suite sur pied." Il s'agit de la "Révolution" proclamée par Ratsiraka, et du Front National également créé par lui.

En fait tout cela montre que Monja Jaona fait partie de ceux qui sont prêts à s'attabler avec n'importe quel gouvernement bourgeois. Cela correspond à sa politique : la nationalisme. Il prône l'unité, la solidarité et la fraternité de tous les malgaches face aux impérialistes."

Le nationalisme c'est prétendre que tous les malgaches ont les mêmes intérêts. C'est noyer la conscience de classe des travailleurs dans le sentiment national c'est-à-dire leur faire oublier leurs intérêts propres. Ce programme n'est pas celui des travailleurs mais celui des bourgeois.

C'est pour cela que le MONIMA fait croire aux exploités qu'un gouvernement bourgeois peut devenir un gouvernement des travailleurs en changeant de ministres et de fonctionnaires. Mais cela n'est pas une trahison de sa part. Car il n'a jamais été autre chose qu'un mouvement nationaliste depuis ses origines jusqu'à maintenant.

Si Monja Jaona faisait partie des dirigeants de l'insurrection de 1947 contre les colonisateurs c'était pour l'intérêt national et pas en vue de l'émancipation des travailleurs face à leurs exploités locaux.

L'insurrection de 1971 n'avait pas non plus ces objectifs. Il s'agissait pour lui de demander un desserrement de l'état.

D'ailleurs il a suffi que Ramanantsoa-le Général qui a succédé à Tsiranana satisfasse quelques unes des revendications pour que le MONIMA lui apporte son soutien au référendum de fin 72. De même lors du référendum de Ratsiraka fin 75.

Le fait que Monja Jaona ait été jusqu'à prononcer une oraison funèbre en 1975 pour Ratsimandrava -boureau- de l'insurrection de 1971- est significatif. En 1971 ils se sont trouvés des deux côtés de la barricade par leurs positions respectives face à l'insurrection paysanne. Mais ils n'étaient pas vraiment dans deux camps différents. Ils représentaient deux politiques différentes dans une situation donnée, pour une même orientation nationaliste fondamentale.

Comme le dit Monja Jaona : "Ce n'est pas pour le plaisir de faire des critiques destructives ni des critiques pour la critique qui m'a poussé à parler, mais le désir d'améliorer les choses pour le bonheur de notre pays. Tels ont toujours été mes objectifs depuis 1933 où j'ai commencé à lutter pour l'indépendance et la liberté de cette patrie qui nous appartient."

Monja Jaona et Ratsiraka ont le même objectif : renforcer la position de l'Etat national malgache. Ils diffèrent parfois sur le choix à faire pour y parvenir. Encore que, actuellement, le différent vient surtout de ce que Ratsiraka ne veut pas s'engager de Monja Jaona, malgré les offres de service de ce dernier.

Tout cela serait sans grande importance et parfaitement ridicule si cela n'avait pas pour résultat d'illusionner les masses.

Le MONIMA influence les travailleurs et les paysans pauvres, d'une part à cause du prestige qu'il tire des luttes passées qui ont coûté la vie à des milliers de personnes, d'autre part grâce à son implantation dans les syndicats (le SIMPIMITO) et les coopératives "AVOPSE".

Le MONIMA continue à mettre cette force au service d'une politique qui n'a rien à voir avec l'émancipation des travailleurs et des paysans pauvres. Il se servira du poids des luttes passées pour empêcher les luttes futures. Trois jours après l'assassinat du Colonel Ratsimandrava (successeur de Ramanantsoa), Monja Jaona affirmait : " le Comité Militaire est en place, c'est lui qui est chargé de l'ordre. Le peuple ne doit plus s'en occuper. "

Le Comité militaire ne pouvait pas mettre autre chose en place que l'ordre des possédants.

Une organisation véritablement prolétarienne reste à construire à Madagascar, pour lutter contre la bourgeoisie en tant que classe. Les travailleurs auront à installer leur propre pouvoir. Ce qui est tout différent d'essayer de changer quelques fonctionnaires, quelques lois et quelques gendarmes.

Nombreux sont les intellectuels qui soutiennent le MONIMA parce que le nationalisme leur convient. Ceux-là sont nos ennemis. D'autres le font parce qu'ils croient que le MONIMA défend vraiment les intérêts des travailleurs et des paysans pauvres. Ceux-là peuvent aider les travailleurs à construire le parti prolétarien, en combattant les illusions semées par les différents nationalistes qui défendent fondamentalement les intérêts d'une autre classe que celle des travailleurs./.

0

0

0

0

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.